

territoires contemporains

BULLETIN DE L'INSTITUT
D'HISTOIRE CONTEMPORAINE

N° 1 — 1° SEMESTRE 1994

U n i v e r s i t é d e B o u r g o g n e

DIRECTEUR DU BULLETIN : Serge Wolikow
REDACTEUR EN CHEF : Annie Ruget
SECRETAIRE DE REDACTION : Thomas Bouchet
COLLABORATEURS : Jean Vigreux, Philippe Poirrier, Michel Simonot
MAQUETTE ET MISE EN PAGE : Rosine Fry

SOMMAIRE

PRESENTATION	5
ACTIVITES DES CENTRES	
Centre de documentation sur les internationales ouvrières	9
Centre de recherche sur le personnel politique et les acteurs sociaux en Bourgogne	17
Centre d'histoire des changements sociaux et politiques	23
EN LIAISON AVEC	
DEA <i>Ordre et désordre dans les sociétés occidentales de l'époque médiévale à l'époque contemporaine</i>	33
Stages MAFPEN	39
Comité d'histoire de la Sécurité Sociale	41
Association pour la documentation, l'information et les archives des mouvements sociaux	43

UN BULLETIN

La publication de *Territoires contemporains, Bulletin de l'Institut d'histoire contemporaine* de l'Université de Bourgogne, répond aux besoins suscités par l'essor et la diversification des activités de recherche et d'enseignement de ce laboratoire créé en 1992.

Le premier objectif de ce bulletin est de présenter ces activités aux autres établissements de recherche, français et étrangers, mais aussi à toutes les personnes soucieuses, en région Bourgogne, de se tenir au courant des enseignements de 3^e cycle et des axes d'étude du laboratoire.

Outre un premier bilan d'activité retraçant la mise en place et le démarrage des trois centres qui composent le laboratoire, le bulletin présente les séminaires organisés dans le cadre du DEA, la participation de ses membres aux stages destinés à la formation continue des enseignants d'histoire dans le cadre académique, l'aide et la coopération avec des institutions ou des associations soucieuses de favoriser les recherches régionales en histoire du temps présent.

Le bulletin présente également des comptes rendus de colloques ou de conférences ainsi que des informations sur les activités muséographiques ou pédagogiques auxquels ses membres participent. Il amorce enfin la publication d'un inventaire systématique et ordonné de tous les travaux de maîtrise d'histoire contemporaine soutenus depuis 1968 à l'Université de Bourgogne.

UN TITRE

La notion de territoire permet de penser l'inscription du social et du politique : plus que le terroir, le territoire désigne un espace défini par une collectivité politique, des groupes humains. Espace politique à consistance historique, il suppose des qualités socio-politiques concrètes que les notions d'espace ou de champ n'impliquent pas de la même manière.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

La permanence et l'ancrage des territoires ne signifient pas leur immobilité, mais des évolutions inégales et variées, des frontières durables, mais jamais étanches, toujours relatives. Le fractionnement du monde contemporain est au moins aussi important que les processus qui l'unifient. Les redéfinitions territoriales mobilisent des sentiments d'appartenance, des cohérences linguistiques ou religieuses, en même temps qu'elles sont nourries par la constitution de réseaux de type nouveau — les systèmes de communications, de transports, d'échanges accélèrent et élargissent les relations entre groupes humains. Pour autant, ces processus ne sont pas linéaires. Au lieu d'adopter un point de vue exclusif en privilégiant une seule échelle — locale, régionale, nationale, internationale — pourquoi ne pas les alterner et les combiner résolument ?

« Les territoires de l'historien » désignent la variété de ses intérêts, tant dans sa propre discipline que pour les autres sciences humaines, dont les spécialités s'affirment en même temps qu'elles se relativisent mutuellement.

Le temps de l'interdisciplinarité avec son cortège de naïvetés et d'illusions sur l'unicité d'un savoir global et concret est certainement révolu. Les frontières disciplinaires n'ont pas disparu ; elles conservent leur importance. Pour autant, les échanges se multiplient sous des formes variées, notamment emprunts et rencontres. Des territoires nouveaux du savoir se constituent comme des manières inédites d'explorer les processus historiques ; ces territoires sont inséparables des objets qu'ils permettent de mettre à jour. Il en va ainsi de l'histoire politique entendue comme une dimension essentielle de l'histoire sociale.

Le contemporain, c'est bien davantage que l'actuel. C'est le passé qui d'une manière latente ou explicite travaille notre présent. De ce point de vue, le contemporain débute bien pour nous avec la Révolution française. Systèmes de valeurs, horizons idéologiques, représentations politiques : le moment reste fondateur. Le contemporain, c'est également le temps présent appréhendé dans son historicité par des chercheurs qui bénéficient de l'apport des témoins, mais aussi de leur vigilance, voire de leurs demandes. . .

SERGE WOLIKOW,
Directeur de l'IHC

I

H

ACTIVITÉS
DES CENTRES

C

CENTRE DE DOCUMENTATION SUR LES INTERNATIONALES OUVRIÈRES

Colloque de mai 1992

Le centre a organisé les 22 et 23 mai 1992 un colloque ayant pour thème : *L'Internationalisme à l'épreuve*. Ce colloque était l'aboutissement d'un processus de réflexion et de travail relancé en 1985 par la réunion organisée à l'occasion du cinquantenaire de l'IISG d'Amsterdam sur *L'internationalisme dans les mouvements ouvriers avant 1940*. Prolongé dans le cadre d'un séminaire de recherche organisé à l'université de Franche-Comté en 1990-1991, les travaux se sont poursuivis à Dijon en 1991.

Évoquer, au début des années 1990, l'histoire de l'internationalisme pouvait sembler anachronique au moment même où les systèmes politiques qui se réclamaient de l'internationalisme prolétarien s'effondraient les uns après les autres. N'était-ce pas la confirmation qu'il fallait ranger l'ambition internationaliste aux côtés des vieilles utopies ? On pouvait à tout le moins se poser la question lorsque a été conçu le projet de ce colloque car, quand bien même l'histoire s'accommode mal des modes éditoriales, elle peut difficilement ignorer les goûts et les dégoûts de son temps. Mais aujourd'hui, face à la résurgence agressive des nationalismes, comment éviter que la curiosité historique, dès lors qu'elle s'interroge sur la production du fait national, rencontre forcément l'international ? Le sens commun admet bien volontiers la relation, dite objective, entre le national et l'international ; on ne saurait en effet penser l'un sans l'autre. Il semble en revanche paradoxal de rapprocher nationalisme et internationalisme, sinon comme des antinomies radicales. Ne s'agit-il pas, pourtant, de représentations et de systèmes d'appartenances étroitement liés à la fois entre eux et avec la formation d'un monde, européen notamment, s'organisant par — et en dépit du — fractionnement national ? Longtemps l'internationalisme a

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

été pensé seulement en terme de reflet, comme s'il était la traduction d'un processus de mondialisation des rapports économiques et sociaux dépassant les limites nationales. La métaphore du dépassement aidant, le glissement se faisait naturellement en faveur d'une conception historique linéaire selon laquelle l'internationalisme succédait au nationalisme, annonçant ainsi le dépassement historique de la forme nationale. Cette représentation, à la fois optimiste et simplificatrice, apparaît aujourd'hui bien désuète au regard des processus de différenciation nationale et de recomposition internationale opérés au cours du XXe siècle.

En somme, l'ambition de ce colloque était de contribuer à dynamiser un champ d'étude peu fréquenté en décloisonnant les approches, à la fois chronologiquement et géographiquement. Les interactions entre internationalisme et nationalisme ont fait l'objet d'analyses approfondies : une réflexion comparative a fait apparaître deux tendances dans le discours et les pratiques des Internationales ouvrières — efforts d'organisation dans un cadre national ou même ethnique ; moins fréquemment tentatives mondialistes ou universalistes. Par ailleurs, l'histoire du mouvement ouvrier a été abordée sous les angles complémentaires des organisations politiques et des enracinements sociaux.

Le difficile cheminement de l'Internationalisme ouvrier, avec ses crises et ses mobilisations réussies peut semble-t-il stimuler la réflexion contemporaine sur la persistance du fait national et l'émergence de nouvelles formes politiques, idéologiques et culturelles transnationales.

SERGE WOLIKOW

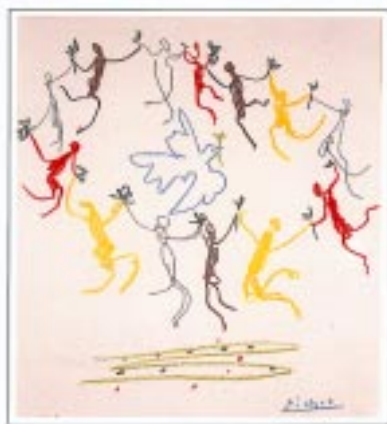
Après le succès du Colloque sur l'Internationalisme à l'épreuve, l'équipe du CDIO travailla à l'élaboration d'un livre qui n'était pas la publication des actes du colloque, mais celle d'un ouvrage ayant sa propre cohérence. Ainsi, après de nombreuses réunions et relectures, le CDIO publia dans le cadre de l'IHC, sous la direction de Serge Wolikow et Michel Cordillot, *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ? Les difficiles chemins de l'internationalisme (1848-1956)*. Dijon, EUD, 1993. (Cet ouvrage est en vente à l'IHC au prix de 120 Francs + 16 Francs de frais de port).

PUBLICATIONS DE L'UNIVERSITÉ DE BOURGOGNE
LXXV
INSTITUT D'HISTOIRE CONTEMPORAINE
CENTRE DE DOCUMENTATION SUR LES INTERNATIONALES OUVRIÈRES

**PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS ?**

**LES DIFFICILES CHEMINS
DE L'INTERNATIONALISME (1848-1956)**

SOUS LA DIRECTION DE
SERGE WOLKOW ET MICHEL CORDILLOT



ED
1993

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

Parallèlement à cette activité éditoriale, le CDIO a continué de mener à bien sa réflexion, sous forme d'un séminaire dont l'interrogation centrale fut la biographie des militants ouvriers. Disposant d'un premier texte problématique d'après le DEA de Jean Vigreux, l'équipe a proposé en 1992-1993 cinq séances où chaque intervenant, en étudiant un cas particulier, apporta des éléments de réflexion sur le genre biographique :

- *Benoît Malon* par Michel Cordillot ;
- *Comorera* par Michel Ralle ;
- *Otto Kuusinen* par Maurice Carrez ;
- *Paul Vaillant Couturier* par Annie Burger ;
- *Waldeck Rochet* par Jean Vigreux.

SÉMINAIRE 1993-1994

L'Internationale communiste et la paysannerie : le cas français par Jean Vigreux ;

La question allemande et l'Internationale communiste par Gilles Vergnon ;

Le PCF, le Kominform et le PCUS par Jean-Paul Scot ;

Le PC suisse par Brigitte Struder.

Pour l'année 1994-1995, le séminaire du CDIO sera consacré au rôle des Internationales dans l'évolution des cultures politiques nationales des mouvements ouvriers.

COLLOQUE DES 15 ET 16 DECEMBRE 1994 :
Archives et historiographie des Internationales

À l'origine de cette initiative, un double souci : poursuivre la réflexion engagée par le CDIO en 1992 sur l'histoire de l'internationalisme envisagée dans la longue durée et aborder les problèmes soulevés par l'accès aux archives conservées dans les pays de l'Est européen.

Évoquer la question des archives c'est plus généralement poser la question des sources et des méthodes du travail historique et donc de sa nature. En effet si l'archive est au cœur de cette activité de connaissance ce n'est pas seulement comme un continent perdu dont l'historien serait le découvreur ou l'explorateur. L'historien invente également l'archive dans la mesure où il en exploite la richesse, la diversité et les différents sens possibles. L'écriture de l'histoire comme savoir critique et scientifique suppose une appropriation des archives, convoquées et interrogées, mais elle implique également un dialogue dans la mesure où ces archives obéissent à des logiques, des ruses qui ne les rendent pas évidentes.

La confrontation avec une masse considérable d'archives nouvelles interroge donc l'histoire du mouvement ouvrier. La question générique peut être formulée de la manière suivante : des archives pour quelle histoire ? Qu'en est-il de sa spécificité aux lisières de l'histoire sociale et de l'histoire politique ? Comment l'histoire des Internationales ouvrières peut-elle aujourd'hui s'articuler d'une part avec l'histoire culturelle, celle des relations internationales, et avec la sociologie ou l'anthropologie d'autre part ?

Partie prenante de l'histoire contemporaine elle en partage les forces et les faiblesses : elle est particulièrement sensible aux conjonctures idéologiques et culturelles. Même si elle concerne en partie des époques pour lesquelles il n'existe plus d'acteurs ou de témoins vivants, les réalités qu'elle étudie sont encore

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

directement associées à des enjeux actuels. L'interpellation du présent, très forte, alimente la curiosité, mais induit une demande souvent instrumentalisatrice. Le nationalisme, le communisme, le socialisme ou encore le syndicalisme et l'internationalisme sont par exemple des phénomènes socio-politiques qui conservent une résonance actuelle à laquelle le travail historique ne peut entièrement échapper. Comment éviter une sorte de retour vers une histoire téléologique à l'heure où les idéologies politiques du mouvement ouvrier sont remises en question. L'histoire linéaire, longtemps dominée par un évolutionnisme optimiste, ne revient-elle pas en force sous la forme d'une histoire dominée par la recherche des sources originelles de l'échec final contemporain ?

Ces interrogations générales nous semblent nécessaires, mais insuffisantes pour aborder les problèmes posés par les archives. Leur exploitation scientifique appelle une réflexion critique sur leur nature spécifique.

D'où la deuxième question : quelles sont ces archives ? En fait leur conservation par des organismes d'État et l'impossibilité de les consulter ne les rend pas homogènes. Elles sont chronologiquement, géographiquement et structurellement diverses. Entre les papiers de Blanqui, les procès-verbaux du Secrétariat du Komintern, les dossiers biographiques des volontaires des brigades internationales ou la correspondance d'une section nationale du Secours rouge, que de différences ! Le seul point commun, essentiel, est leur accessibilité soudaine et massive, même s'il faut la nuancer. Une réflexion typologique peut sembler utile à condition qu'elle incorpore le souci de penser également les liens entre les différentes formes de sources (« externes » imprimées et publiées - presse, brochures, livres, rapports..., « internes », discussions et débats dans les organisations, transmissions des décisions, évaluations d'activité, correspondances privées, etc.).

Quelles sont les conséquences sur les travaux historiques de l'ouverture d'un nouveau champ d'archives, notamment pour celui qui concerne le Komintern ? Par leur ampleur et leur diversité elles offrent la possibilité d'un développement sans précédent de l'histoire du communisme. Cela rend-il caduques les recherches antérieures ? Peut-on ainsi annoncer catégoriquement, et sans inventaire, la révision générale de toute l'histoire du communisme international telle qu'elle a été écrite jusqu'alors ? Cette irruption des archives discrédite-t-elle définitivement les autres

Activités des centres

sources documentaires jusque-là utilisées par les historiens ? Sinon comment les combiner ? La réflexion historiographique incorporant les travaux sur l'histoire des autres internationales ouvrières apparaît comme un moment nécessaire pour envisager la spécificité éventuelle de l'histoire du communisme dans ce domaine. Cela implique un relevé précis des corpus documentaires comme des travaux historiques qui les ont exploités et constitués. Capitaliser l'ensemble de cette expérience au moment où il convient d'engager un vaste travail d'inventaire, de publication et d'analyse de ces nouvelles archives pourrait être un des enjeux du colloque.

SERGE WOLIKOW

Un programme détaillé de ce colloque sera diffusé dans le second numéro de *Territoires contemporains*. Nous pouvons dès à présent annoncer la participation de : Aldo Agosti, Turin ; Bernard Bayerlein, Bonn ; Pierre Broué, Grenoble ; Philippe Buton, Paris ; Maurice Carrez, Dijon ; Robert Commeau, Montréal ; Michel Cordillot, Paris ; Stéphane Courtois, Paris ; Daisy Devreese, Amsterdam ; Michel Dreyfus, Paris ; Antonio Elorza, Madrid ; Francesca Gori, Milan ; José Gotovitch, Bruxelles ; Sabine Jansen, Paris ; Monty Johnstone, Londres ; Dominique Le Nuz, Paris ; Yu-Sion Live, Pékin ; Mikail Narinski, Moscou ; Mikail Pantaleev, Moscou ; Claude Penner, Paris ; Silvio Pons, Milan ; Jean-Paul Scot, Paris ; Rémi Skoutelski, Paris ; Brigitte Studer, Lausanne ; Jean Vigreux, Dijon ; Claudie Weill, Paris.

**PERSONNEL POLITIQUE ET ACTEURS SOCIAUX
EN BOURGOGNE DE 1789 À NOS JOURS :
UN CENTRE DE RECHERCHES**

Ce centre de recherche s'est organisé autour d'un projet de constitution d'une banque de données biographiques concernant le personnel politique et les acteurs sociaux du territoire bourguignon sur la longue durée.

Le projet avait plusieurs objectifs.

— Tirer parti d'un ensemble considérable de travaux jusqu'ici dispersés, dont le cloisonnement des disciplines et le découpage habituel des objets d'étude rendaient l'usage peu aisé. À l'échelon local, il existe une importante série de mémoires de maîtrise ainsi que de nombreuses recherches fournissant à foison des renseignements de cet ordre (en particulier la thèse de P. Lévêque sur la Bourgogne dans la première moitié du XIXe siècle). À l'échelon national, un ensemble de grandes enquêtes, achevées ou en cours, fournit un matériau de tout premier ordre : *Les Parlementaires sous la IIIe République* (Paris-I, Paris-IV), le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (J. Maitron puis C. Penetier), ou encore les travaux de l'IHTP sur les pouvoirs locaux entre 1935 et 1953.

Les recherches menées à l'Université de Bourgogne, dans les UFR de droit ou de sciences politiques, ont également conduit à des études sur le patronat bourguignon du Second Empire (P. Jobert) ou sur les héritiers en politique (C. Patriat).

En collectant et en réunissant l'ensemble des données disponibles, en s'associant aux projets en cours, il était possible de mettre en place un instrument de travail d'accès facile et d'utilisation souple.

— Tenter une approche méthodologique par le biais de la biographie. Dans un contexte marqué par la multiplication des recherches sur les usages de la biographie,

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

qu'elle soit individuelle ou collective, qu'elle soit ou non intégrée dans une démarche prosopographique, il paraissait intéressant de travailler sur les liens entre les trajectoires des individus et l'évolution d'une société locale dans des temps historiques particuliers.

— Fournir un cadre cohérent pour des travaux de recherche à venir, dans de multiples directions. Le projet d'une banque de données peut servir de point de ralliement pour toute une série de travaux : maîtrises ou thèses à l'Université de Bourgogne, recherches menées par des associations, des enseignants du secondaire, ou des sociétés savantes. Informatisée, cette banque de données restera souple dans sa conception, toujours ouverte à l'ajout d'éléments complémentaires, consultable par un public divers (chercheurs, curieux, acteurs de la vie sociale dans la région).

LES ETAPES DE LA MISE EN PLACE

Le cadrage

Plusieurs réunions de travail ont permis de dessiner les contours de la recherche et de souligner les difficultés prévisibles.

— Limites chronologiques et géographiques du projet. Sur un plan chronologique, il a semblé important de définir des sous-périodes dans l'immense ensemble 1789-aujourd'hui, afin de rendre la recherche plus facile. Si le choix de phases pertinentes ne s'avère pas toujours aisé, notamment en raison des rythmes divers que connaissent les histoires des différents types d'acteurs considérés, il importe de repérer les périodes au cours desquelles chaque catégorie a pu avoir une prise particulièrement forte sur les évolutions générales. Notons que la période contemporaine se singularise puisqu'elle met en jeu des acteurs qui pour certains sont encore vivants et que la recherche suppose la mise en place d'enquêtes orales.

Sur un plan géographique, l'accent a été mis sur la région Bourgogne, mais il va de soi que les trajectoires d'un bon nombre d'individus dépassent largement ce cadre, la question s'est donc posée de la place à accorder aux mobilités géographiques, à l'origine familiale, au lieu de naissance, au territoire où s'exerce l'action.

— Délimitation du champ d'investigation : catégories d'acteurs. Un travail de définition précise des catégories étudiées s'est imposé. Les champs politiques,

Activités des centres

économiques, sociaux, culturels se recoupant souvent, il était nécessaire de construire des catégories suffisamment souples pour prendre en compte les mobilités, et suffisamment nettes pour autoriser des analyses en termes de groupes sociaux. Pour l'instant, quatre ensembles retiennent l'attention, en raison des connaissances déjà acquises, et en conformité avec les domaines de recherche les mieux représentés à l'IHC.

Le premier ensemble est celui des notables, aux débuts de la période : membres des assemblées révolutionnaires, notabilités politiques, judiciaires ou économiques du Premier Empire, puis leurs héritiers de la Restauration et de la monarchie de Juillet. Un travail sur ce personnel permettra de repérer des filiations, des ruptures ou des parcours plus souterrains, avec la IIe République comme premier point d'aboutissement. Les parlementaires, de la Révolution à la IIIe République, représentent quant à eux un groupe relativement facile à saisir.

Les militants, principalement dans le mouvement ouvrier constituent le deuxième groupe choisi. Deux pôles semblent se dégager sur ce plan : les années 1830-1852, et l'après-1945.

Les membres de la résistance forment le troisième ensemble. La résistance en Bourgogne est de mieux en mieux connue, grâce à de nombreux travaux, universitaires ou non. À l'Université de Bourgogne, des programmes de recherche sont en place sur ce sujet depuis plusieurs années. À partir de ces connaissances, on peut déjà proposer les premiers ensembles de notices.

Les acteurs culturels, journalistes marquants du XIXe siècle, enseignants, élites culturelles de ces dernières décennies, représentent une quatrième direction de recherche.

Ces études à la fois parallèles et comparatives menées sur le territoire bourguignon devraient permettre de saisir les modes de sociabilité, les composantes du pouvoir local ou régional, des réseaux ou des lignes de force dans la société bourguignonne.

Le cas des militants

Un groupe particulier a fait l'objet d'une réflexion plus approfondie qui a permis d'affiner les objectifs de la recherche et les moyens d'investigation.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

— Définition des contours du groupe militant. L'analyse des caractéristiques de ce groupe fait apparaître la nécessité de conserver la trace de tous les militants rencontrés au cours des recherches, et de leur consacrer une place dans la banque de données : des choix effectués dès maintenant risqueraient de se révéler trop réducteurs par la suite. La limite de cette démarche ouverte réside dans la masse considérable de données éparpillées à recueillir dans un premier temps. Pour éviter pourtant d'avoir affaire à une banque de données trop lourde, la réflexion s'est orientée autour des limites du champ militant : responsabilité et action avérées dans une organisation, par exemple. Le travail engagé sur ce groupe laisse également de côté, pour l'instant, le militant chrétien ou le militant des ligues de l'entre-deux-guerres, sans pour autant bien sûr que leur présence soit remise en cause dans la banque de données. Ni juxtaposition de biographies, ni travail prosopographique, le projet compte parmi ses objectifs la recherche de dynamiques entre individus et organisations.

— Outil méthodologique : le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*.

Sur la plus grande partie de la période qui nous intéresse pour la banque de données (1789-1939), et bientôt même pour l'après-1939, cet instrument de travail fournit une masse considérable de données. On recense environ 450 biographies de militants bourguignons dans les volumes correspondant à la période 1789-1864, et environ 150 pour 1864-1871, 400 pour 1871-1914, 1650 pour 1914-1939. Pourtant, on ne pourra utiliser ces données telles quelles pour définir le groupe des militants. En effet, militantisme et mouvement ouvrier ne sont pas deux notions parfaitement superposables, et les critères de sélection des notices ont varié selon les époques étudiées, et selon les rédacteurs du *Dictionnaire*. Il sera donc utile de faire un état des lieux pour les quatre départements bourguignons, en repérant les sources déjà mises à contribution, et les inévitables lacunes du *Dictionnaire*. On disposera alors d'une base autour de laquelle organiser les recherches à venir.

— Méthodes d'enquête : les militants des périodes récentes et le réseau des correspondants

Grâce aux recherches d'un certain nombre d'étudiants, et en relation avec les travaux d'associations (en particulier ADIAMOS, récemment créée à Dijon), on peut

Activités des centres

dès maintenant espérer mettre en place un programme d'enquêtes orales auprès d'acteurs importants, souvent âgés, situés pour certains au cœur du mouvement militant de ces dernières décennies.

Il serait, pour cela, nécessaire d'entrer en relation avec d'éventuels correspondants intéressés par le projet et à même de réaliser des recherches localisées dans l'espace. Militants, enseignants, érudits, archivistes permettraient un travail efficace, une couverture correcte de la région Bourgogne ; ils contribueraient à donner au projet une impulsion décisive, et ils auraient également leur rôle à jouer dans le cadre d'autres activités de l'IHC.

L'élaboration d'une fiche biographique-type

Les premières pistes de réflexion dégagées par les réunions de travail organisées durant l'année universitaire 1992-1993, ont permis à la rentrée 1993 la construction d'une fiche biographique-type.

La réflexion sur la démarche biographique avait conduit à la définition des impératifs méthodologiques. Ces derniers ont présidé à la formalisation de la grille de saisie informatique.

La fiche biographique-type est conçue pour saisir les traits sociaux caractéristiques de divers types d'acteurs (acteurs politiques, qu'ils soient élus ou militants, acteurs économiques ou acteurs culturels). Cette fiche est également conçue pour saisir des traits sociaux qui sont le fruit d'époques historiques différentes. Elle permet aussi, concernant un même individu, l'enregistrement de traits qui sont propres à des moments différents de la trajectoire individuelle. La saisie de ces variantes est rendue possible par un enregistrement des données conçu comme le plus évolutif possible.

Le principe de la fiche est celui de l'appréhension la plus large et la plus ouverte possible de tous les traits sociaux, lieux géographiques d'implantation, et moments historiques susceptibles de caractériser des individus appartenant à des champs sociaux divers. C'est le travail d'interrogation en aval, travail qui préside lui aussi à l'élaboration de la fiche, qui doit permettre de reconstruire les éléments et les étapes caractéristiques d'un groupe social, d'une conjoncture historique ou de types de trajectoires individuelles, socialement et historiquement déterminés.

La fiche recense, pour chaque individu, les renseignements d'état civil. Sur cette fiche de base viennent se greffer des données complémentaires : les unes concernent

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

la famille et les réseaux relationnels, les autres les manifestations, formes et étapes de divers itinéraires qu'ils soient politiques, associatifs, professionnels ou culturels. Chaque fiche permettra aussi de saisir des données bibliographiques : sources et publications de l'auteur. La fiche est également conçue pour enregistrer des discordances de sources. Toutes ces informations saisies de manière cursive pourront être accompagnées de textes précisant de manière qualitative la nature de l'information.

LES TRAVAUX

Compte tenu des sources documentaires immédiatement disponibles qui permettraient de tester la mise en œuvre du fonctionnement de la fiche (saisie des données et interrogation) et de la nécessité de procéder à une expérimentation de la démarche sur un corpus assez limité d'informations, deux types d'enquêtes ont été retenus immédiatement :

- sur les députés à la Constituante et les militants bourguignons en 1848, au moment de la mise en place du suffrage universel ;
- sur les résistants bourguignons.

Ces enquêtes sont actuellement en cours d'élaboration.

Pour les années à venir d'autres catégories d'acteurs ont été retenues : les militants de l'après seconde guerre mondiale, les conseillers généraux de l'immédiate après-guerre, les professions juridiques pour le XIXe siècle.

Parallèlement à la poursuite de la collecte des données, des séances de réflexion méthodologique autour des différentes catégories d'acteurs seront organisées (par exemple : les militants de la période contemporaine).

ANNIE RUGET
THOMAS BOUCHET

CENTRE D'HISTOIRE DES CHANGEMENTS SOCIAUX ET POLITIQUES

LE CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SUR L'OCCUPATION ET LA RESISTANCE EN BOURGOGNE (CERORB)

Le CERORB né en 1993, provient de l'élargissement à l'ensemble des quatre départements bourguignons du Centre d'Études et de Recherches sur l'Occupation et la Résistance en Morvan (CERORM), créé en 1976 par Jean-René Suratteau, professeur d'histoire contemporaine. Il fait partie intégrante de l'IHC

L'activité de ce centre a été triple :

— Il a suscité chez les étudiants des années 1970-90 de nombreuses recherches sur ces thèmes : formes de résistance, étude de maquis du Morvan (Vauban, Bayard, Valmy, Bourgogne, Camille,...). Ces travaux ont approfondi et affiné les conclusions de deux thèses de 3ème cycle : celle de J.C. Martinet, *Histoire de l'Occupation et de la Résistance dans la Nièvre*, soutenue à Dijon, en janvier 1978, et celle de J. Canaud, *Les Maquis du Morvan*, soutenue à Paris X - Nanterre, en 1979. Pour ce faire, le CERORM a travaillé avec le Comité d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale et ses archives (devenu depuis l'IHTP).

— Il a entrepris une collecte de documents (écrits, objets, témoignages oraux,...) en liaison avec le parc du Morvan qui a fourni ses locaux et son soutien logistique. Des réunions-débats ont été organisées, mettant en relation enseignants-chercheurs, acteurs et témoins de la période 1939-1944. Ce travail a débouché sur une exposition sur *la Résistance en Morvan*, dont l'intérêt s'est mesuré aux dizaines de milliers de visiteurs entre la fin 1979 et janvier 1980.

— Il a créé, avec les services de l'État (Ministère des Anciens Combattants), le parc du Morvan, le conseil régional de Bourgogne, le conseil général de la Nièvre, une association, l'ARORM (Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance en Morvan), qui a mis en place un *Musée Permanent de la Résistance en Morvan*, dans les locaux mis à sa disposition (jusqu'en 2001). Ce musée, inauguré le

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

26 juin 1983 par M. le Président de la République, est ouvert aux visiteurs l'après-midi, les week-ends, d'avril à juin et en septembre, et en permanence de juillet à août, avec des guides étudiants d'histoire de Dijon. Entre-temps, les groupes sont accueillis sur demande au secrétariat du parc du Morvan (Tél. 86.78.70.15).

Depuis 1988, la demande de recherches sur l'occupation et la résistance en Bourgogne n'a cessé de croître : une vingtaine de mémoires de maîtrise ont été soutenus, une dizaine est en cours, deux mémoires de DEA sont achevés et deux autres en préparation, une thèse soutenue en juin 1992 et une autre est en bonne voie.

Les associations d'anciens résistants et déportés de Bourgogne demandent le concours scientifique des universitaires et apportent leur documentation et témoignages irremplaçables.

Constitution, fonctionnement, composition

Le CERORB a été mis en place, en assemblée générale, le 1er avril 1993, à l'université. Cinquante personnes étaient présentes pour adopter les statuts, constituer un bureau et engager une politique de recherche.

Une structure a été donnée : un bureau de 17 membres, élus parmi les représentants des quatre départements bourguignons. Cette représentation est double : des enseignants-chercheurs de l'université et des étudiants (maîtrise, DEA, doctorat) et des professeurs de l'Enseignement secondaire intéressés ; des archivistes, des offices des anciens combattants, des résistants et des déportés, pouvant fournir documents écrits et témoignages oraux.

Le bureau comprend huit chercheurs élus pour un an (en raison de la mobilité du monde étudiant) et de neuf représentants extérieurs à l'enseignement. Le bureau a un directeur désigné pour trois ans et un directeur-adjoint.

Relations du CERORB

Le CERORB s'aide de la muséographie : il s'appuie sur l'association qui gère et anime le musée de Saint-Brisson (ARORM), créée par les universitaires de Dijon, les acteurs et témoins de la période. Il est en rapport avec les musées de la résistance et de la déportation de la France entière, et notamment celui de Besançon.

Il entretient des liens avec l'IHTP. Tout en étant promoteur de sa politique de recherche, le CERORB concourt à la mise en œuvre des travaux et participe aux

Activités des centres

réunions organisées par l'Institut d'Histoire du Temps Présent, dirigé par M. Robert Franck.

Politique de recherche mise en place depuis 1993

Le CERORB s'est doté d'une politique de recherche :

Dans le court terme (1993-1994), il publie un livre (fin juin 1994) sur les villages-martyrs de Bourgogne, 1944. Répression nazie. Cet ouvrage collectif met en valeur la recherche récente des enseignants et des étudiants de maîtrise, DEA et doctorat (10 mémoires en cours). Il marquera la participation de l'université à la mémoire du 50ème anniversaire de la Libération du territoire bourguignon. Cet ouvrage montre le prix payé par les populations villageoises au terrorisme nazi en 1944.

Dans le long terme, le CERORB vise deux objectifs principaux :

- faire participer activement ses membres aux colloques internationaux décentralisés consacrés à la résistance, qu'organise l'IHTP et les universités provinciales (Toulouse, Rennes, Bruxelles, Besançon et Dijon, Aix...) jusqu'en 1995. La finalité de ces recherches et colloques est la publication d'un ouvrage de valeur scientifique sur l'histoire et la mémoire de la Résistance en Europe.
- dans le cadre des travaux de l'IHC de Dijon, entreprend des recherches sur la biographie des résistants bourguignons (un mémoire est en cours sur un résistant FTP de l'Yonne), qui peuvent, aussi, avoir un destin national.

Cette recherche aura, outre le travail sur la période 1939-1944, un double souci : se placer dans une perspective sociale : le résistant (ou la résistance) étudié(e) étant vu(e) comme le représentant d'un groupe social précis, lui-même en relation avec d'autres ; se situer dans un long terme socio-politique : le résistant connu, dans ses motivations pour l'entrée en résistance, par l'étude de ses héritages et formations d'avant-guerre ; le résistant sera aussi étudié dans son devenir après la période de la lutte clandestine et précisément dans son devenir politique. En particulier, la résistance a-t-elle été pour quelque chose dans une carrière syndicale ou politique après la seconde guerre mondiale ?

MARCEL VIGREUX,
Directeur du CERORB

COLLOQUE INTERNATIONAL DE BESANÇON 8-9-10 JUIN 1995

LA RESISTANCE ET LES FRANÇAIS : LUTTE ARMÉE ET MAQUIS

Précisons d'emblée que nous comprenons ici la « lutte armée » comme la forme spécifique du combat de la résistance intérieure, celle de la « guérilla » urbaine et rurale.

La lutte armée et les maquis occupent une place bien particulière dans la production historiographique française puisque le terrain, jusqu'à une période récente, a été presque totalement occupé par les témoins-acteurs et les récits journalistiques. C'est la lutte armée qui a fourni à la mémoire résistante la plupart de ses martyrs, c'est elle qui véhicule le plus communément la vision héroïsante de la résistance. Jusqu'à présent, lutte armée et maquis ont été principalement envisagés dans leurs aspects militaires, le plus souvent ceux de histoire-bataille. On y trouve à foison des récits et des décomptes d'actions et de victimes, et parfois des débats sur les choix tactiques, comme les controverses sur l'utilisation des maquis. Les considérations stratégiques sont déjà plus rares. Des éléments ont été fournis sur la place de la lutte armée dans la stratégie communiste : études sur les étrangers dans la résistance, et amorce de réflexion sur le rôle des maquis dans le développement de la résistance et ses relations avec la société à l'occasion du colloque sur les maquis de 1984. Ce sont ces dernières pistes que nous aimerions poursuivre en nous efforçant d'en ouvrir quelques autres. Des colloques ayant déjà porté sur les problèmes de la Libération et d'autres devant y être consacrés dans cette période du cinquantième anniversaire, nous n'avons pas retenu en tant que telle la question de la place de la résistance dans la libération de la France.

Il paraît actuellement nécessaire de replacer la lutte armée dans une perspective plus large que celle de son approche militaire, ne serait-ce que pour comprendre les conditions de son adoption et les formes qu'elle a pu revêtir. Pour cela on n'hésitera pas à se placer dans une perspective à long terme en situant la lutte armée dans les traditions culturelles et politiques d'une nation et de groupes sociaux qui entretiennent des relations complexes avec la violence. On s'efforcera aussi d'intégrer la lutte armée et ses pratiques dans l'histoire de la résistance, en renonçant à l'a

Activités des centres

priori du passage naturel d'une lutte politique à une lutte armée conçue comme une seconde phase découlant nécessairement de la première. On prendra en compte les apports méthodologiques de l'approche de la réalité historique sous l'angle des « représentations ». On élargira la vision au plan international, dans une perspective comparatiste, et pour prendre en compte les effets de la lutte armée en France et les regards qui ont été portés sur elle en dehors de la métropole.

I - LA RESISTANCE ET LA LUTTE ARMEE

On commencera par un « état des lieux », un bilan de l'historiographie de la lutte armée en France et une mise en perspective de ses enjeux pour une histoire de la résistance. Puis nous porterons notre regard à quatre niveaux différents.

1 - Cultures politiques et groupes sociaux face à la lutte armée

Comment la lutte armée a-t-elle été acceptée par les multiples composantes de la société française : groupes sociaux, politiques et religieux ? Comment et dans quelle mesure la lutte armée a-t-elle pu être intégrée comme une forme acceptable de lutte dans une société marquée par une culture républicaine dominante et par des traditions chrétienne, socialiste ou communiste. La lutte armée ne pose-t-elle pas des problèmes spécifiques aux différentes composantes de la société en fonction de leurs valeurs culturelles et morales, de leur niveau de fortune et de sa nature, de leur relation au pouvoir, à la loi et à la violence.

2 - Organisations de Résistance face à la lutte armée

Contrairement à l'image véhiculée par les témoins et la mémoire résistante, on sait que le passage à la lutte armée n'est pas toujours allé de soi pour les organisations de résistance. Comment et sous quelles formes les organisations de résistance l'ont-elles finalement admise puis intégrée dans leur stratégie ? À quels obstacles psychologiques, moraux, politiques, organisationnels se sont-elles heurtées ? Quelle a été la part de la pression de la base, de l'évolution des dirigeants, de la dynamique de la répression, des changements de la situation intérieure et internationale, de l'enjeu de représentativité dans la Résistance et de pouvoir à la Libération ?

3 - Enjeux politiques de la lutte armée

Comment la Résistance conçoit-elle les relations entre lutte armée et combat politique ? Quelle place assigne-t-elle à la population française ? On s'intéressera aux

représentations réciproques de la résistance et de la population saisies au travers de la lutte armée. Comment, à quel rythme et à quelles conditions l'opinion publique a-t-elle accepté (ou rejeté) la lutte armée ? L'entrée progressive dans la lutte armée obéit à des rythmes sans doute repérables, mais comment la lutte armée modifie-t-elle le cours de la résistance, l'équilibre de ses composantes internes, ses relations avec la population et la France Libre ?

4 - Les Allemands et Vichy face à la lutte armée : représentations et stratégies

Il faudrait envisager une étude sur les représentations que l'État et les Allemands se font de la lutte armée de la résistance. Comment les occupants se sont-ils représentés les combattants armés et l'attitude de la population française, en quoi cela a-t-il modifié leur stratégie ? On s'intéressera aux réactions de Vichy face à la lutte armée, à la politique de l'État et aux représentations des policiers et des magistrats ainsi qu'à leurs comportements face aux combattants.

II - LA RESISTANCE ET LES MAQUIS

1 - Problèmes stratégiques et tactiques de l'utilisation des maquis

Quelle place les différentes composantes de la résistance intérieure ont-elles assignée aux maquis ? Quelles ont été les conceptions stratégiques des résistants intérieurs et du BCRA en matière d'utilisation des maquis ? Quel a été le rôle du Service National Maquis, son degré d'autonomie et ses relations avec la résistance civile et militaire ? Quelle place le SOE a-t-il réservée aux maquis dans sa stratégie ? On envisagera un certain nombre d'études locales sur les conceptions et les débats stratégiques d'utilisation des maquis. Dans quelle mesure l'apparition des maquis, à l'origine en dehors de la Résistance, a-t-elle modifié les conceptions et les pratiques de la Résistance ? En quoi les maquis ont-ils fait évoluer les structures internes de la Résistance : relations avec l'AS et les FFI, relations du politique et du militaire, poids du sommet et de la base dans le processus de prise de décision.

2 - Les maquis dans leur environnement social

Nous aimerions que, sur un plan local de maquis et de régions, une réflexion soit menée sur l'influence du « social » sur le maquis. Dans la naissance, l'engagement, l'organisation, les choix tactiques, les relations à la population d'un maquis, quelle est la part du « social » : les forces qui composent le maquis (chefs et

Activités des centres

hommes) et son environnement rural et urbain ? Quelle est la part de l'«organisationnel» : l'affiliation aux divers mouvements, aux FFI, FTP, ORA, SOE... ? Nous situant à l'intérieur des maquis, nous souhaiterions que soient présentées des études sociologiques incluant la dimension culturelle de leurs pratiques. Nous situant à l'extérieur des maquis, nous attendons des réflexions sur les représentations et comportements du milieu social environnant, citadin et rural.

III - LUTTE ARMÉE ET MAQUIS DANS LEUR ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

1- La lutte armée dans son environnement international

Comment les Américains, les Anglais et les Soviétiques ont-ils pris en compte l'existence d'une lutte armée en France métropolitaine ? Quelles représentations s'en font-ils ? Dans quelle mesure modifient-elles leur perception de la France, leur stratégie pour la libération du territoire et la place de la France sur l'échiquier international ?

2 - Les maquis dans la Résistance européenne

À titre de comparaison, des communications porteront sur les maquis d'autres résistances nationales, polonaise, yougoslave, grecque et italienne. Elles devraient mettre l'accent sur les conditions de naissance des maquis, leur place dans la stratégie des différentes résistances et leur relation à la population.

3 - L'héritage de la lutte armée en France

Dans quelle mesure la génération de la résistance, qui va très tôt être confrontée aux guerres d'Indochine et d'Algérie, est-elle marquée par cette expérience ? On propose de se situer d'un point de vue militaire pour la guerre d'Indochine : que représente l'héritage de la résistance dans les choix stratégiques de l'Armée française et dans les pratiques des combattants eux-mêmes. Il nous paraît plus judicieux pour la guerre d'Algérie de se situer d'un point de vue politique et moral. Comment la génération de la Résistance se détermine-t-elle face à la Guerre d'Algérie ? D'une manière plus générale, quel est le poids des maquis dans la mémoire des Français ?

Comité d'organisation :

FRANÇOIS MARCOT et JANINE PONTY (Université de Franche-Comté)

MARCEL VIGREUX et SERGE WOLIKOW (Université de Bourgogne)

BANQUE DE DONNEES ELECTORALES

Le projet de la banque de données électorales s'inscrit au sein du centre d'histoire des changements sociaux et politiques dans l'ensemble des travaux menés par l'IHC, et rejoint la réflexion du groupe de travail sur la banque de données biographiques.

Il s'agit de collecter (dans les archives départementales, dans les préfectures...), de rassembler puis de saisir l'ensemble des résultats électoraux (référendums, élections présidentielles, sénatoriales, législatives, régionales, cantonales, municipales) à l'échelon cantonal de 1945 à nos jours pour les quatre départements de la région Bourgogne (Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire et Yonne).

Les données collectées pourront être utilisées en l'état ou donner lieu à des traitements statistiques ou cartographiques.

Il s'agit d'élaborer un instrument de référence souple et accessible permettant aussi bien l'usage scientifique dans le cadre de recherches supposant des manipulations numériques lourdes que des usages davantage tournés vers la réflexion et l'information d'actualité.

I

H

EN LIAISON
AVEC

C

En liaison avec

DIPLOME D'ÉTUDES APPROFONDIES :
ORDRE ET DESORDRE DANS LES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES
DE L'ÉPOQUE MÉDÉVALE À L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

DIRECTEUR : Serge Wolikow

À travers les notions d'ordre et de désordre le sujet propose un mode d'approche de l'histoire des sociétés qui reconstitue leur unité. Il s'agit en effet de prendre en compte les processus qui assurent leur fonctionnement, leur maintien, leur défense, comme les crises qui ouvrent leur mise en cause. Le DEA s'attache tout particulièrement à analyser, aux différentes époques, l'institutionnalisation des pratiques sociales, le développement des activités étatiques, l'essor du droit et de la justice et l'émergence de la politique dans la société contemporaine. Cette démarche permet de construire une histoire sociale qui, quelle que soit la période concernée et les formes d'organisation sociale propres à celles-ci, évite l'écueil de la segmentation entre social, politique, idéologique ou culturel et entraîne une approche problématique des phénomènes sociaux.

Cet enseignement de DEA, principalement à caractère historique, est ouvert à des géographes grâce à l'insertion d'un séminaire spécifique et d'une participation à l'enseignement commun. En outre ce DEA se propose d'accueillir les interventions de sociologues, d'ethnologues, de juristes et de politistes, afin de permettre un élargissement progressif de cette formation à de nouvelles disciplines.

Séminaires proposés en 1993-1994

L'ORGANISATION DU POLITIQUE sous la responsabilité de Serge Wolikow

La Ligue des Droits de l'Homme et l'ordre républicain. Madeleine Reberieux (Pr. Paris VIII).

Les divisions politiques. Pierre Nora (Dir. EHESS).

Une organisation politique internationale, le Komintern à la lumière des archives. Mikail Narinsky (Pr. Moscou).

Les intellectuels et le socialisme. Christophe Prochasson (MC EHESS).

La prosopographie des élus locaux. Claude Penneret (CNRS).

La notion de culture politique. Jean-François Sirinelli (Pr. Lille III).

Groupes de pression et formations politiques au début du XXe siècle : l'exemple des républicains modérés. Gilles Le Beguec (Pr. Nancy).

Le « parlementarisme » absolu. Nicolas Rousselier (MC IEP Paris).

Le pluralisme politique, principe constitutionnel. Claude Courvoisier (Pr. Dijon).

Bipartisme et culture politique en Grande Bretagne. Michel Rappoport (Chargé de cours Paris XII).

Contrôle du territoire et acculturation politique dans la France rurale du XIXe siècle. Annie Ruget (MC Dijon).

Journée d'étude : *L'accueil des étrangers : l'hospitalité en question*

Danièle Lochak - *Le droit des étrangers, la suspicion au cœur d'un quasi-droit*

René Schérer - *Hospitalité et frontières nationales, du nomadisme*

Geneviève Armand Dreyfus - *Les réfugiés espagnols, l'exil politique*

Corinne Bouchoux - *Immigration et hospitalité à Dreux (XIXe-XXe siècles)*

Emmanuel Todd - *Les mariages mixtes en Europe*

En liaison avec

ORDRE ET DESORDRE DANS LA FAMILLE XIX^e-XX^e SIECLE. DEMOGRAPHIE ET POLITIQUE sous la responsabilité de Francis Ronsin

Introduction : Caractères originaux de l'évolution démographique en France (XIX^e-XX^e siècles). Francis Ronsin (Pr. Dijon).

Origines d'un affrontement séculaire : libéralisme malthusien, néo-malthusianisme révolutionnaire et populationnisme. Francis Ronsin (Pr. Dijon).

Le droit français et les préoccupations populationnistes ; incitation et répression. Francis Ronsin (Pr. Dijon).

L'Église catholique et le contrôle des naissances. Roger-Henri Guerrand (Historien).

Le féminisme en France et la maternité. Christine Bard (Historienne).

Anarchistes, libertaires, syndicalistes révolutionnaires et la question de population. Gaëtano Manfrédonia (Historien).

Relations entre l'« école démographique française », le populationnisme et l'extrême droite. Hervé Le Bras. (Dir. labo. démo. historique).

Eugénisme et politique. André Béjin. (Dir. CNRS).

Idéologie et politique démographique dans l'Allemagne nazie. Franz Schultheis (Pr. Genève).

Politique démographique des anciennes Démocraties populaires. Morgane Labbé (Chargée d'études Institut de rech. appliquées à la démographie).

Du bulletin de naissance au bulletin d'IVG. Elisabeth Zucker (Chargée de mission Ministère affaires sociales).

La problématique générale des séminaires d'histoire contemporaine du DEA sera maintenue en 1994-1995, tout en comportant des sujets nouveaux tels que « les imaginaires de la politique », séminaire sous la direction de Serge Wolikow.

Séminaires proposés en 1992-1993

MAINTIENS DE L'ORDRE, CRISES ET CONTESTATIONS

L'ordre républicain sous la Troisième République par Serge Berstein (CHEVS)

Ordre public et droit à l'insurrection par Jean Bart (Université de Bourgogne)

Le régime politique dans les prisons par Jean Claude Vimont (Université de Rouen)

Mouvement ouvrier, internationalisme et question nationale par René Gallissot (Université Paris VIII)

Quels concepts pour penser Vichy ? par Denis Péchansky (IHTP)

Les représentations du monde rural sous la Troisième République par Jean-Luc Mayaud (Université Paris XIII)

État, finance et économie entre collaboration et résistance par Michel Margairaz (Université Paris VIII)

Les anti-parlementarismes sous la Troisième République par Jean Yves Mollier (Université Paris X)

Pour une comparaison entre gauche française et italienne par Marc Lazar (Université Paris I)

Ordre social et ordre politique dans la France du XIXe siècle par Christophe Charles (Université Lyon III)

Ordre municipal et ordre républicain par Claudine Wolikow (Université Paris I)

Ordre social et filiation politique par Claude Patriat (Université de Bourgogne)

NATIONALISME ET PATRIOTISME, INTERNATIONALISME ET TRANSNATIONALISME, IDENTITE REGIONALE ET LOCALISME

Le nationalisme français de gauche à droite à la fin du XIXe siècle par Pierre Lévêque (Université de Bourgogne)

La muséographie de la résistance par François Marcot (Université de Besançon)

Recherches et bilan des études sur les maquis par Marcel Vigreux (Université de Bourgogne)

La mémoire de la résistance et de l'occupation par Robert Frank (IHTP)

En liaison avec

Les crises de l'Internationale ouvrière socialiste par Michel Dreyfus (CNRS)

L'Internationale Communiste et l'analyse des relations internationales par Serge Wolikow (Université de Bourgogne)

Le militantisme : son histoire par Jacques Girault (Université Paris XIII)

Les représentations de l'universalité par Sophie Wahnich (Université de Bourgogne)

Les syndicalismes européens par René Mouriaux (CEVIPOF)

L'UDSR, un parti politique à l'épreuve de la guerre froide par Éric Duhamel (Université Paris XII)

Pour tout renseignement concernant le DEA *Ordre et désordre dans les sociétés occidentales de l'époque médiévale à l'époque contemporaine*, vous pouvez vous adresser à l'IHC (tél. 80 39 57 17).

À LA RECHERCHE (DE L'HISTOIRE) DU TEMPS PRÉSENT

Le 21 janvier 1993, à l'initiative de Jean Maréchal (IPR d'histoire-géographie) et de Serge Wolikow, une réunion commune entre l'équipe de l'IHC et les formateurs d'histoire-géographie (IUFM et MAFPEN) de l'Académie de Dijon se déroula dans les locaux de l'IUFM.

Serge Wolikow présenta une mise au point sur « l'histoire du temps présent ». Évoquant en premier lieu la naissance de cette histoire dès les années trente aux États-Unis, il souligna son émergence tardive dans l'historiographie française. Écartée dans une large mesure par les paradigmes des *Annales*, « l'histoire du temps présent » retrouva ses lettres de noblesse à la fois par le biais de l'histoire militante ou celle des groupes longtemps ignorés par l'histoire universitaire, mais surtout par la réhabilitation sensible depuis deux décennies de l'histoire politique. La question des sources orales permit également de s'interroger sur la spécificité de l'historien du temps présent. Enfin, passant en revue les nombreuses questions épistémologiques soulevées à la fois par la pratique et l'écriture de « l'histoire du temps présent », Serge Wolikow montra ses utilisations possibles dans l'enseignement secondaire. Le débat mit d'ailleurs en évidence les expériences déjà réalisées.

Cette rencontre permit également une présentation des activités de l'IHC et de riches échanges entre les participants. À la suite de cette initiative, l'IHC proposa toute une série de stages dans le cadre du Plan académique de formation 1993-1994 mis en place par la MAFPEN.

Orientation bibliographique :

- AUGE, Marc. Une histoire du présent. *Le Magazine Littéraire*. février 1993. n° 307. p. 32-38.
- AZEMA, Jean-Pierre. Temps présent dans André BURGUIERE. (dir.). *Dictionnaire des Sciences historiques*. Paris PUF, 1986. p. 653-656.
- CHAUVEAU, Agnès. TETART, Philippe. (sous la responsabilité de). *Questions à l'histoire des temps présents*. Bruxelles : Ed. Complexe, 1992. 136 p.
- DUMOULIN, Olivier. Histoire du temps présent : spécificité des sources et de la démarche dans *Premières recherches. Débuter dans la recherche historique*. Paris : Histoire au Présent - La boutique de l'Histoire - Publications de la Sorbonne, 1989. p. 126-129.
- Écrire l'histoire du temps présent. En hommage à François Bédarida*. Paris : CNRS Éditions, 1993. 417 p.
- Histoire et temps présent*. Paris : IHTP-CNRS, 1981. 149 p.
- Périodes. La construction du temps historique*. Paris : EHESS - Histoire au Présent, 1991. 206 p.
- PESCHANSKI, Denis. POLLAK, Michael. ROUSSO, Henry. Le temps présent, une démarche historique à l'épreuve des sciences sociales dans *Histoire politique et sciences sociales. Les Cahiers de l'IHTP*. juin 1991. n°18. p. 9-24. (réédition dans *Histoire politique et sciences sociales*. Bruxelles : Complexe, 1991. 290 p).
- SOULET, Jean-François. GUINLE-LORINET, Sylvaine. *Précis d'Histoire immédiate. Le monde depuis la fin des années 60*. Paris : A. Colin, 1989. 480 p.

PHILIPPE POIRRIER

COMITÉ D'HISTOIRE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

À partir de la création d'un Comité national d'Histoire de la Sécurité Sociale (en 1973), de nombreux comités régionaux se sont constitués dans le cadre des regroupements administratifs des caisses régionales afin d'impulser une dynamique de la recherche en histoire de la protection sociale.

Leur premier objectif était de permettre la préservation et la conservation d'archives aussi bien écrites qu'orales, constitutives de la base fondamentale, et nécessaires à la recherche.

Sous l'impulsion du Comité National, ont été publiés les documents législatifs indispensables à la connaissance de l'histoire de l'institution de la protection sociale (T. I : 1780-1870, T. II : 1870-1944, T. III : 1944-1981).

Par ailleurs, un grand nombre de travaux scientifiques ont fait l'objet de communications dans le cadre des Congrès annuels des sociétés savantes, à partir de 1978.

Le Comité régional de Bourgogne - Franche-Comté s'est constitué en septembre 1993. Il est composé de représentants des différents organismes du régime général et des régimes spéciaux ainsi que des mutuelles, mais aussi d'historiens et universitaires tant de l'Université de Bourgogne que de celle de Franche-Comté. Il a manifesté son existence au cours de l'année universitaire 1993-1994 par l'organisation de deux conférences :

- en décembre 1993 - M. Dreyfus (Chercheur au CNRS) *L'histoire de la protection sociale à partir des sources d'archives* ;
- en avril 1994 - F. Portet (Conseiller à l'ethnologie, DRAC de Bourgogne) *Histoire orale, archives orales*.

T E R R I T O I R E S C O N T E M P O R A I N S

Outre cette action de vulgarisation des connaissances scientifiques et méthodologiques, deux pistes de travail et de recherche ont été dégagées et le Comité d'histoire régional de Bourgogne - Franche-Comté entend s'y engager sans tarder.

Il s'agit :

— de la collecte d'archives orales à partir d'interviews afin de retracer les moments décisifs de la mise en place des caisses au lendemain de la Libération (1946-1947), puis lors des ordonnances d'août 1967. Ces histoires de vie seront collectées par des étudiants en sociologie (en cours de thèse) auprès d'un large échantillon de personnes représentatives des différentes catégories de membres des conseils d'administration et du personnel des organismes concernés pour les deux régions. Le travail va commencer dès juin pour le département de la Côte-d'Or et au cours de l'été pour la Saône-et-Loire.

— de classer des inventaires et sources écrites, existant dans les différentes caisses, indépendamment du cadre de l'échantillonnage imposé par la circulaire ministérielle de juin 1982. Ce travail résulte d'abord d'une opération de sensibilisation à la conservation des archives écrites qui sera conduite par un conservateur de dépôt des archives départementales, membre du Conseil d'administration du Comité. Il devrait permettre de mieux appréhender les ressources documentaires offertes et disponibles en vue d'une exploitation dans le cadre de mémoires de DEA ou de thèses, tant en histoire contemporaine qu'en histoire du droit.

FRANÇOISE FORTUNET,
Professeur d'Histoire du Droit

Pour tout renseignement complémentaires, vous pouvez contacter Françoise Fortunet ou Serge Wolikow.

Pour sauvegarder la mémoire des mouvements sociaux : ADIAMOS

Liée à l'Institut d'Histoire Contemporaine, mais conservant une autonomie de fonctionnement, ADIAMOS, Association pour la Documentation, l'Information et les Archives des Mouvements Sociaux, a vu le jour officiellement le 10 décembre 1993. Association à but culturel, régit par la loi de 1901, elle se propose d'agir en toute neutralité politique et philosophique.

Son originalité réside dans le fait qu'elle rassemble, autour d'un même projet de sauvegarde de la Mémoire du monde du travail, au sens large du terme, des personnes diverses : enseignants-chercheurs de l'Université de Bourgogne, professeurs du second degré, étudiants, spécialistes de la documentation, mais aussi acteurs sociaux, - syndicaux ou politiques -, membres de mouvements associatifs, personnalités représentatives. Du reste, des institutions dirigeantes, Conseil d'administration et Bureau, s'efforcent de prendre en compte ces différentes composantes. Présentement, sa direction est assurée par Michel Simonot, Président, enseignant d'histoire contemporaine à l'Université de Bourgogne, Jean Vigreux, premier vice-président, professeur agrégé second degré, chargé de cours, Guy Thibaut, trésorier, ancien cadre cheminot, administrateur de la SNCF et syndicaliste.

ADIAMOS s'est donnée plusieurs objectifs. Son premier souci est de constituer un outil avec des sources documentaires relatives au monde du travail. Elle a donc procédé à un repérage des travaux existants et dispose désormais d'un inventaire assez complet des mémoires de maîtrise et DEA déjà soutenus. Surtout, elle a multiplié les contacts dans le but de rassembler des documents nouveaux, écrits ou oraux, permettant la constitution d'un dépôt d'archives. Mais aussi, œuvrant avec souplesse, elle a entrepris d'établir des contrats débouchant sur la consultation sur place de fonds privés, soit associatifs, soit personnels. Des garanties sont donc données, les membres d'ADIAMOS servant d'intermédiaires, en quelque sorte.

Il y a là un travail de première urgence à effectuer, trop de documents sont menacés de disparition ; écrits, ils sont à la merci d'une destruction pour cause de déménagement et de manque de place, ou bien par manque de temps à leur consacrer, ou encore par ignorance ; oraux, ils sont malheureusement tributaires de l'âge, de l'état de santé des vieux acteurs sociaux. En outre, il s'agit là bien souvent d'un type de documents différent de ceux que l'on trouve habituellement dans les établissements publics, d'où ressort aussi l'aspect de complémentarité de l'œuvre envisagée.

Les archives entreposées seront bien sûr inventoriées et classées, avec élaboration d'un fichier, afin qu'elles puissent être consultées et exploitées. C'est là la seconde finalité d'ADIAMOS, qui se propose de mettre en rapport chercheurs et possesseurs d'archives pouvant servir à l'étude des mouvements sociaux, souvent d'ailleurs acteurs sociaux eux-mêmes. Les recherches suscitées devront conserver un caractère éminemment scientifique : elles seront ainsi autorisées et supervisées par l'association qui pourra en référer aux avis d'un conseil scientifique. Mais l'ouverture voulue sur le monde extra-universitaire et sur la région suppose par ailleurs une certaine vulgarisation des résultats obtenus, soit par des publications, soit par l'organisation de conférences ou d'expositions dans des lieux géographiquement variables. Ainsi prend forme l'idée d'une association, - ADIAMOS -, fonctionnant sur la base d'échanges réciproques entre les intervenants.

Un local doit être fourni par la municipalité de Chenôve dans un proche avenir. De nombreux contacts ont déjà été pris qui ne demandent qu'à être concrétisés. Une journée « cinéma et mémoire du monde du travail » a eu lieu le 7 mai 1994 à la bibliothèque municipale de Chenôve. Un projet existe déjà d'une exposition à partir du Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français en 1995. Il y a là, à n'en pas douter, un ensemble de faits qui nous encouragent à poursuivre. Cependant, notre essor est également lié aux soutiens que l'on voudra bien nous apporter, ainsi qu'à un nombre plus élevé de participants. Si vous êtes intéressés par le projet, à des titres divers, prenez contact, rejoignez ADIAMOS.

MICHEL SIMONOT
JEAN VIGREUX